



RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

REGION ACADÉMIQUE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

DIRECTION RÉGIONALE ACADÉMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT.

SERVICE ACADÉMIQUE CHARGÉ DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT

ACADÉMIE D'AIX-MARSEILLE

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

Mode de consultation

Procédure adaptée - articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4
et R2123.5 du Code de la Commande Publique

et passée en application des dispositions de l'article R2123.1 2^o du Code de la Commande Publique

**Opération de Restructuration du bâtiment "Équerre" et du grand amphithéâtre
de l'Ecole Centrale de Marseille - Création du Marseille Creativity Center.**

**Relance de la consultation suite à la défaillance de l'entreprise titulaire du lot
principal 02
(2nde relance)**

LOT 21 : GROS ŒUVRE - MACONNERIE

Date limite de remise des offres

Mercredi 15 Octobre 2025 à 13h00

Le présent document comporte 19 pages numérotées de 1 à 19.

SOMMAIRE

Article 1. Objet de la consultation et intervenants.....	3
1.1 <i>Objet de la consultation.....</i>	3
1.2 <i>Intervenants.....</i>	4
Article 2. Etendue de la consultation.....	4
2.1 <i>Définition de la procédure.....</i>	4
2.2 <i>Allotissement.....</i>	5
2.3 <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....</i>	5
2.4 <i>Variantes à l'initiative du candidat.....</i>	5
2.5 <i>Délai de validité des offres</i>	5
2.6 <i>Forme juridique du groupement.....</i>	6
2.7 <i>Sous traitance.....</i>	6
Article 3. Caractéristiques du contrat.....	6
3.1 <i>Tranches.....</i>	6
3.2 <i>Prix des prestations</i>	6
3.3 <i>Mode de règlement du marché et modalités de financement.....</i>	6
3.4 <i>Délais et durée</i>	6
3.5 <i>Clauses sociales et environnementales.....</i>	7
3.6 <i>Conditions particulières d'exécution</i>	7
3.7 <i>Appréciation des équivalences dans les normes.....</i>	7
3.8 <i>Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).</i>	7
3.9 <i>Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense</i>	7
3.10 <i>Propriété intellectuelle.....</i>	7
3.11 <i>Marché public réservé.....</i>	7
3.12 <i>Prestations modificatives.....</i>	8
Article 4. dossier de consultation des entreprises.....	9
4.1 <i>Contenu du dossier de consultation.....</i>	9
4.2 <i>Modalité de retrait du dossier de consultation.....</i>	9
4.3 <i>Changement de détail du dossier de consultation.....</i>	10
4.4 <i>Date limite de dépôt de question.....</i>	10
Article 5. Réponse des entreprises.....	11
5.1 <i>Visite OBLIGATOIRE des lieux</i>	11
5.2 <i>Réponses multiples</i>	11
5.3 <i>Groupement d'entreprises.....</i>	11
5.4 <i>Condition d'envoi ou de remise des plis.....</i>	11
5.4.1 <i>Documents à transmettre relatifs à la candidature</i>	12
5.4.2 <i>Documents à transmettre relatifs à l'offre</i>	13
Article 6. examen des candidatures et jugement des offres	14
6.1 <i>Examen des candidatures.....</i>	14
6.2 <i>Examen des offres.....</i>	15
Article 7. Négociation.....	16
Article 8. REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	17
Article 9. Renseignements complémentaires.....	18
9.1 <i>Renseignements techniques et administratifs.....</i>	18
9.2 <i>Recours.....</i>	18
9.3 <i>Information des candidats.....</i>	19

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET INTERVENANTS

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objectif de réaliser des travaux de gros-œuvre, maçonnerie sur un chantier en cours de réalisation et sur lequel l'entreprise de gros œuvre a été mise en liquidation judiciaire.

Il s'agit d'une relance de consultation suite à la défaillance courant 2023 de l'entreprise titulaire du lot principal 02 « Gros œuvre- Maçonnerie - Reprise en sous œuvre » et d'une 1^{ère} relance de consultation réalisée courant 2024 mais infructueuse pour ce lot 21.

Pour ce lot, les travaux consistent principalement, réalisation de réservations et trémies, supports d'équipements techniques et réhausse d'édicule en toiture, gaines maçonnées, création d'emmarchements...

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la **catégorie 1** au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). Type de marché : Exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : ECM - 38 rue Frédéric Joliot Curie - 13013 Marseille

Le descriptif détaillé des travaux à effectuer figure dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les travaux du lot 21 seront réalisés sur un site accueillant déjà les autres entreprises titulaires des lots suivants :

LOT	Désignation du lot	ENTREPRISE DESIGNEE
Lot 22	Serrurerie	C.M.A.
Lot 01	Curage - Désamiantage - Démolition	SAS SDR
Lot 03	Etanchéité	SMED
Lot 04	Menuiseries métalliques - Serrurerie - Métallerie	SMAB
Lot 05	Cloisons - Doublages - Faux plafonds	CKAT AMENAGEMENT
Lot 06	Revêtements de sols et murs	SCPA
Lot 07	Menuiseries bois	GUERRA
Lot 08	Peinture - Nettoyage	SERIES
Lot 09	CVC - Plomberie - Sanitaires	GER PLOMBERIE
Lot 10	Electricité CFO - CFA - SSI	EGTM 13 (en cours de remplacement suite mise en redressement)
Lot 11	Appareils élévateurs	AMS
Lot 12	Audiovisuel - éclairage - machinerie et serrurerie scénique	FAUCHE
Lot 13	Fauteuils et tribunes	SAMIA DEVIANNE

1.2 *Intervenants*

▪ Le maître d'ouvrage de l'opération est :

Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur

▪ La conduite d'opération est assurée par la :

Direction Régionale Académique de la Politique Immobilière de l'Etat - **DRAPIE**
Service académique chargé de l'Immobilier de l'Etat du Rectorat d'Aix-Marseille

▪ La Maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe suivante :

ATELIER(S) Alfonso FEMIA - architecte mandataire du groupement
55 rue des Petites Ecuries
75010 PARIS
☎ +33 1.42.46.28.94
e-mail : administration.paris@atelierfemia.com

Co-traitants : ITE Partenaires (13) - Ducks Scéno (69) – LMPR (91) – Peutz & Associés (75) – OASIIS (13)

▪ L'OPC organisation, planification et coordination : La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier est assurée par la Maîtrise d'œuvre (ITE Partenaires)

▪ Le Contrôle technique est assuré par QUALICONSLT – Agence de Marseille (13)

▪ La mission CSPS coordonnateur sécurité, prévention de la santé de niveau 1 est assuré par Bureau VERITAS Construction – Agence Aix en Provence

▪ Travaux en cours avec les lots et les entreprises indiqués dans le tableau du § 1.1.

ARTICLE 2. ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 *Définition de la procédure*

La consultation est lancée en **procédure adaptée ouverte** soumise aux dispositions des articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4 et R2123.5 du Code de la Commande Publique.

Elle fait suite à la défaillance de l'entreprise titulaire du lot principal 02 courant 2023 et d'une 1^{ère} relance de consultation infructueuse pour le présent lot 21 ; *à noter que pour cette relance, le lot 02 avait été scindé en 2 lots avec un lot 22 « serrurerie » attribué à l'issue de cette procédure.*

Elle répond aux conditions prévues par l'article R2123.1 **2°** du code de la commande publique

« lot d'un marché alloti dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes :

- a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ou à 1 million d'euros hors taxes pour des travaux ;
- b) Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots »

La consultation fait l'objet d'une publicité au BOAMP (MAPA > 90 000 € HT) avec mise en ligne de l'avis et du DCE sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

La présente consultation donne lieu à un marché public.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec publicité et mise en concurrence en une seule phase avec possibilité de négociation

Les candidats remettront au pouvoir adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le pouvoir adjudicateur analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation et retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres.

2.2 Allotissement

L'opération de travaux est allotie (cf § 1.1)

La présente consultation concerne le **LOT 21 : GROS ŒUVRE MACONNERIE** **LOT PRINCIPAL**

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les solutions techniques supplémentaires ou alternatives nommées « **PSE** » dans les documents de la consultation établis par la maîtrise d'œuvre doivent être également chiffrées.

Les candidats au lot 21 doivent chiffrer la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

PSE 1 : REVETEMENT MURAL EN GRES EMAILLE

Elle sera présentée avec l'offre de base et devra répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Les caractéristiques de la P.S.E. sont précisées au CCTP et DPGF du lot 21.
Le candidat est dans l'obligation de répondre à la P.S.E. dans son offre. A défaut, l'offre est considérée comme irrégulière.
Après examen de celle-ci, le RPA décide ensuite s'il souhaite la retenir pour l'exécution du marché.
Si le RPA retient la P.S.E., le titulaire devra alors exécuter celle-ci conformément aux documents contractuels.

2.4 Variantes à l'initiative du candidat

Le dossier de consultation comporte une solution de base à laquelle le candidat devra obligatoirement répondre ; à défaut son offre sera jugée irrégulière.

Conformément à l'article R2151.8_2° du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent présenter une offre comportant une ou des variantes.

Les exigences minimales requises sont celles des performances globales de l'ouvrage qui devront être au minimum équivalent au projet décrit en solution de base et dans le respect des contraintes architecturales : les variantes proposées ne devront pas dégrader le niveau de prestation décrite au CCTP.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En cas de négociation avec remise d'une nouvelle offre, le délai précité s'entend à compter de la date de remise de cette dernière.

Pendant toute cette période le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le Pouvoir Adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable au co-contractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.

S'il est déclaré attributaire, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché.

2.6 Forme juridique du groupement

Le Pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. S'il s'agit d'un groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.7 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

A noter que dans ce cadre, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2193.1 du Code de la Commande Publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DU CONTRAT

3.1 Tranches

Sans objet.

3.2 Prix des prestations

Les prix forfaitaires sont **révisables**.

3.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes :

•Financement sur CPER 2015/2020 – Co financeurs : Etat (programme 150 - TF 041960 et 058213) / Région Provence Alpes Côte d'Azur/ Département des Bouches du Rhône / Métropole Aix-Marseille Provence

Les acomptes s'effectueront par virement administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement de délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai

3.4 Délais et durée

Le chantier a débuté en janvier 2022

La durée totale initiale du chantier était de 18 mois y compris période de préparation de 2 mois.

A ce jour, compte tenu de la défection de l'entreprise de gros œuvre (lot principal) EEA au printemps 2023, le chantier a été fortement perturbé et ralenti. Seules certaines prestations sont encore en cours de

réalisation dans certains locaux du RDC. Dans les niveaux supérieurs le chantier est maintenant arrêté depuis 2023.

Pour le LOT 21 objet de la présente consultation :

-Durée d'exécution du marché (compris période de préparation) : 12 Mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période préparation et de travaux.

-Durée période préparation : 2 Mois.

Certaines prestations seront à réaliser durant cette période préparation : installations de chantier, déposes et démolitions toutes zones, nettoyage général et enlèvement des gravats.

-Date prévisionnelle de début des prestations : Janvier 2026

3.5 *Clauses sociales et environnementales*

Sans objet.

3.6 *Conditions particulières d'exécution*

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113.7 du CCP.

3.7 *Appréciation des équivalences dans les normes*

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

3.8 *Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).*

Sans objet.

3.9 *Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense*

Sans objet.

3.10 *Propriété intellectuelle*

Sans objet.

3.11 *Marché public réservé*

Sans objet.

3.12 Prestations modificatives

Les prestations ne figurant pas dans le présent marché mais devenues nécessaires à son exécution pourront donner lieu à des modifications du marché dans les conditions des articles R.2194.1 et suivants du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- L'AAPC transmis à publication
- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe (dématérialisation)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 21
- Le CCTP 00 prescription tous corps d'état
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) du lot 21 *en format .xls*
- Le cadre d'acte d'engagement et annexes (dont cadre sous-traitance déclarée à l'offre DC4)
- Le CCAP n°2 du 1er septembre 2025
- Le modèle d'attestation de visite du site
- Les modèles de formulaires DC1 et DC2 à remettre dans le sous-dossier candidature
- *Les/les additifs rectificatifs au DCE communiqués aux candidats en cours de consultation*

- Dossier de PLANS :
 - Plans architecte
 - Plans structure
 - plans ascenseurs

- Planning prévisionnel DCE

- Annexes DCE
 - o Diagnostics (5 fichiers)
 - o PGC

NOTA : En cas de contradiction entre plusieurs plans, les entrepreneurs sont tenus de la signaler au Maître d'ouvrage qui communiquera sa décision.

Dans tous les cas, la solution la plus onéreuse sera réputée être celle due par le titulaire du contrat.

4.2 Modalité de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation dématérialisé peut être téléchargé sur la plate-forme électronique durant le temps de la consultation, à partir du site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une aide en ligne est disponible sur le site.

Il ne sera pas transmis de dossier sous forme électronique, ni de dossier en « Version papier ».

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur le site de la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE » (profil acheteur) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Référence publique de la présente consultation **2025MC2lot21**

Lien direct

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2839204&orgAcronyme=f0g>

Sur la page de la consultation qui s'affiche, aller à la rubrique "action", puis cliquer sur "accéder à la consultation".

ATTENTION : Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé* anonymement ou après identification. Il est rappelé que les sociétés **qui téléchargent anonymement** le dossier de consultation (où indiquent une **adresse courriel erronée**), ne pourront être informées des éventuels éléments complémentaires au cours de la procédure (communication des réponses de l'administration suite aux questions, report de délai, questions diverses ...).

La société qui s'identifie doit donner une adresse permettant de façon certaine un échange électronique pour les éventuels compléments au cours de la procédure.

*Afin d'être informé des échanges, **le candidat doit vérifier que** l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise **et s'assurer que** les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.*

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à la disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats zip, Word, Excel, Pdf, DWG.

Tout candidat ayant retiré un DCE sur la plateforme de dématérialisation sans s'être identifié, ne saurait contester le fait de ne pas avoir reçu les informations complémentaires qui pourront – en cours de consultation – être apportées, dès lors que du fait de son anonymat, celles-ci n'auraient pu lui être transmises

4.3 Changement de détail du dossier de consultation

Le « **Rectorat** » se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats en sont informés par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Attention : Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.

4.4 Date limite de dépôt de question

Les candidats peuvent poser des questions sur la consultation en cours de procédure jusqu'à **huit** jours calendaires avant la date limite de remise des plis indiquée en p 1 du présent règlement . *Au-delà de cette date le Rectorat se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile*

Les questions seront posées sur la plateforme interministérielle PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique

Référence publique de la présente consultation 2025MC2lot21

Lien direct

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2839204&orgAcronyme=f0g>

Cliquer sur l'onglet situé à droite « Accéder à la consultation » puis onglet 2 « Question » et onglet « Poser une question »

Un ou plusieurs comptes-rendus apportant les réponses aux différentes questions posées seront diffusés à tous les candidats ayant téléchargés le DCE (en s'identifiant) au plus tard 6 jours calendaires avant la date de remise des offres.

Nota : Si au cours de la procédure, une prolongation de la date limite de réception des plis est effectuée, le Rectorat indiquera aux entreprises, le cas échéant, la nouvelle date limite pour poser des questions.

ARTICLE 5. REPONSE DES ENTREPRISES

5.1 Visite **OBLIGATOIRE** des lieux

La visite des lieux est **OBLIGATOIRE** avant de remettre l'offre.

Les modalités précises de visite (date, horaire et lieu de rendez-vous) seront déterminées en concertation avec le référent technique de la DRAPIE au Rectorat d'Aix-Marseille

► adresser un e-mail au moins 24h00 (hors week-end et jours fériés) avant la date envisagée à :
sebastien.gaudin@region-academique-paca.fr

avec copie à l'OPC M. SAMIR Delmi (ITE Partenaires) : s.delmi@itepartenaires.com

Les questions sont posées sur la plateforme (cf art. 4.4)

Une attestation sera **remise** au représentant du candidat **à l'issue de la visite** (cf modèle inclus dans le DCE) ;
celle-ci devra ensuite être incluse dans l'offre.

5.2 Réponses multiples

il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

5.3 Groupement d'entreprises

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

5.4 Condition d'envoi ou de remise des plis

Les candidats doivent remettre leur offre **dématérialisée** sur le site de la plate-forme des achats de l'Etat – **PLACE** (profil acheteur) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence publique de la présente consultation : **2025MC2lot21**

Lien direct

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2839204&orgAcronyme=f0g>

➔ Voir tous les détails dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation

Remarque : La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation. Le cas échéant, l'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son acte d'engagement avant l'attribution du marché. Le candidat peut donc choisir de signer son offre (acte d'engagement) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, pour une offre dématérialisée sur la PLACE, il aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS**, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement l'Acte d'engagement.

5.4.1 Documents à transmettre relatifs à la candidature

Ces formulaires seront datés et complétés par la personne habilitée à engager le candidat

Formulaire DUME ou les documents suivants

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, en cas de groupement : (formulaire DC1) : complété
- Déclaration du candidat formulaire DC2 complété
- Le cas échéant, pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- *Si le candidat est en redressement judiciaire ; production de la copie du ou des jugements prononcés*
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles : **compléter le cadre F du DC2 :**

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux)
LOT 21 : CHIFFRE AFFAIRE ANNUEL > 2 x montant du marché en € TTC

- Copie de la ou/des attestation(s) d'assurance en cours de validité

Capacité professionnelle :

- Certificats de qualifications professionnelles

(La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. En cas de groupement la certification professionnelle peut être produite par 1 seul de ses membres)

- Présentation des moyens humains et matériels
- Liste de références de travaux de même nature exécutés au cours des 5 dernières années. Cette liste fera ressortir, pour chaque référence, sa nature avec indication des caractéristiques principales, son montant, l'époque de réalisation (date), le lieu d'exécution et les organismes ou maîtres d'ouvrage pour lesquels les travaux ont été réalisés.

En cas de groupement, chaque membre produira les pièces listées ci-avant à l'exception du DC1 : pour ce qui est des exigences en matière de chiffre d'affaires et de qualifications professionnelles, l'appréciation de celles-ci sera globale au sein du groupement.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants par ex.) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

• Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

• Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation avec le Rectorat et qui demeurent valables.

Dans cette hypothèse, il suffit de préciser l'intitulé de cette consultation et la date limite de remise des offres. Néanmoins, le candidat doit vérifier que les documents précédemment transmis sont toujours à jour.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, ou qu'il recourt à la sous-traitance, chaque membre du groupement et/ou chaque sous-traitant doit fournir les pièces et documents susmentionnés.

Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature,

- d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais

et

- d'autre part les modalités précises de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

5.4.2 Documents à transmettre relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement complété

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.

En cas de **sous-traitance**, l'annexe à l'AE portant déclaration de sous-traitance dûment sera renseignée et sera accompagné de l'ensemble des pièces administratives du sous-traitant, tels que demandés au candidat au titre de la présente consultation. Si le candidat envisage de sous-traiter une partie du marché public, sans avoir arrêté avec quel sous-traitant il entend précisément exécuter le présent marché public, il transmet une liste exhaustive des entreprises auprès desquelles il est susceptible de sous-traiter une partie des prestations du présent marché public.

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer la prestation (et le montant) pour laquelle la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécutera à la place du titulaire, sauf lorsque ce montant est inférieur à 600 euros TTC.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de **l'avance** prévue à l'article 5-2 de l'AE, ils doivent le préciser dans le document

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée.

- Un mémoire technique (maximum 20 pages recto ou 10 pages recto/verso – hors « annexes* ») reprenant les points demandés au § 6.2 du présent règlement de consultation ; à Ce document représentera une pièce majeure dans le jugement de la valeur technique de l'offre et aura valeur contractuelle. La qualité et la précision du mémoire technique permettront, notamment, de vérifier que le candidat a apprécié les difficultés liées au contexte des travaux. ***En complément à ce mémoire, le candidat pourra joindre des annexes justificatives notamment les fiches techniques des matériaux et équipements principaux proposés.**

- Autre document non destiné au jugement de l'offre : le/les relevé(s) d'identité bancaire ou postal correspondant(s) à/aux raison(s) sociale(s) et à la domiciliation (s) indiquées dans l'acte d'engagement.

En cas de présentation de variante(s) à l'initiative des candidats

Les candidats qui souhaitent présenter des variantes fourniront en complément de l'offre de base un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Les variantes proposées devront être conformes avec les critères techniques et architecturaux du projet.

Les candidats qui souhaitent présenter une variante devront fournir les justificatifs nécessaires à l'examen et à la compréhension de ces variantes. (Fiches Techniques, détails, PV, calculs...).

ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Examen des candidatures

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5 du Code de la Commande Publique .

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à concurrence et dans le présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si le candidat n'a pas fourni les documents dans le délai imparti, il peut déclarer sa candidature irrecevable et le candidat est éliminé.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché.

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doivent être suffisantes pour pouvoir répondre à la consultation. Le candidat doit donc apporter des éléments précis concernant ces informations.

Outre les éléments ci-dessus, la sélection de la candidature du lot 21 est obligatoirement soumise à un CHIFFRE AFFAIRE ANNUEL > 2 x montant du marché € TTC

En cas de groupement, l'appréciation de ces capacités est globale.

En cas de sous-traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le pouvoir adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

6.2 Examen des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le RPA examinera l'offre de base, ainsi que les variantes éventuelles, pour établir un classement.

Plusieurs classements seront établis pour la prise en compte de la PSE du lot 21 prévue au § 2.3 : classement « marché de base hors PSE » et classement « marché base + PSE ».

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Lot 21 GROS ŒUVRE MACONNERIE

Critères et sous-critères	Pondération
➔ Prix des prestations	50 %
La note maximale de 50 sera attribuée à l'offre moins disante (sous réserve qu'elle soit conforme et qu'elle ne soit pas jugée anormalement basse)	
La note de chacun des autres candidats sera calculée (avec une précision de 2 décimales) comme il suit :	
Notation = $50 \times \text{My}/\text{mx}$	
Avec : Mx : Montant de l'offre concernée My : Montant de l'offre moins disante	
<u>Précision sur le calcul de la note « prix »</u> <i>Pour les offres supérieures à l'estimation de la MOE, il sera fait application d'une décote de - a points Avec a = arrondi supérieur de l'écart de l'offre du candidat avec l'estimation MOE (en pourcentage)</i>	
➔ Valeur technique appréciée au vu du contenu du mémoire technique, avec :	50%
❶ Une note sur les moyens humains et matériels déployés pour cette opération	<i>Notée sur 25 points</i>
❷ Une note méthodologique et organisationnelle proposée pour la bonne réalisation de l'opération	<i>Notée sur 25 points</i>
<u>Précision sur le calcul de la note « valeur technique »</u> <i>La note 0 attribuée à l'un des thèmes constituant le mémoire ne sera pas éliminatoire</i>	Total sur 100 points auquel il sera appliqué le coefficient de pondération du critère VT * 0,5

Note globale : Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

L'offre la mieux classée sera celle qui aura obtenu le nombre de points le plus élevé.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée.

Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés par écrit.

ARTICLE 7. NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les **trois premiers candidats** arrivés en tête du classement à l'issue d'une première analyse selon les critères de jugement des offres définis article 6.2 du présent règlement. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

La négociation peut être engagée par courrier électronique ou à l'occasion d'un entretien avec les candidats, au choix du pouvoir adjudicateur. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de communiquer une adresse électronique valide

La négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques des offres des entreprises et du besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur dans les documents constitutifs du dossier de consultation à l'exclusion des caractéristiques identifiées comme des exigences minimales et des critères d'attribution définis ci-avant.

Ces négociations porteront sur tous les aspects du marché notamment sur :

- le contenu du mémoire technique du candidat,
- l'organisation et compétences de l'entreprise
- les conditions d'exécutions des prestations
- la compréhension des contraintes et objectifs du projet et de la maîtrise d'ouvrage
- l'offre financière,

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les participants. A cette fin, le maître d'ouvrage s'abstiendra de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres. Il respectera l'obligation de confidentialité, le respect de la propriété intellectuelle et le savoir-faire des candidats.

Le résultat des négociations participera à l'évaluation finale des offres.

En cas de non réponse d'un candidat dans les délais prévus dans la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur retiendra, de droit, les conditions arrêtées dans l'offre initiale de ce même candidat pour établir son comparatif.

Pendant la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur peut également adresser aux participants, des questions écrites destinées à leur faire clarifier ou préciser certains points de leur offre. Les participants sont tenus de transmettre leur réponse dans le délai et selon les modalités fixées par le pouvoir adjudicateur.

Il ne sera pas fait application de l'article R 2161.18 du CCP prévoyant une avec négociation en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier

A l'issue des négociations, les candidats devront confirmer par mail les engagements/éléments avancés lors de la négociation et les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.

Le résultat des négociations pourra faire l'objet d'une mise au point avec le candidat retenu avant la notification du marché en application de l'article R2152.13 du CCP. Le candidat retenu devra fournir en original les documents liés aux engagements/éléments avancés lors de la négociation.

Toutefois, au regard des offres reçues et de leur analyse détaillée et conformément à l'article R.2123.5 du Code de la Commande Publique le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négocier (sous réserve qu'elles soient appropriées et qu'elles ne soient pas déclarées anormalement basses) ; Il est donc dans l'intérêt des candidats d'optimiser leur offre initiale. Le Rectorat attend donc des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres.

ARTICLE 8.

REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

8.1 Utilisation de la plateforme e-attestations après attribution du marché et en cours d'exécution



e-Attestations.com est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution.

Le **Rectorat** met gratuitement à disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et permettra de déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par le **Rectorat** durant l'exécution de marchés.

Le principe est le suivant : la centralisation de vos documents administratifs sur une plateforme internet sécurisée.

La plateforme e-attestations permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marché aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés ; par ailleurs la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire sont déjà inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché la ou les pièces à compléter pour la mise à jour de son dossier sur **e-Attestations.com**
- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire ne sont pas encore inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché une invitation par email lui permettant de créer un compte sur la plateforme.

8.2 Autres documents à remettre après attribution

- le CCAP n°2 du 1er septembre 2025 paraphé sur chaque feuillet et signé avec cachet commercial de la société en dernière page.
- le CCTP 00 et le CCTP lot 21 paraphés sur chaque feuillet et signés avec cachet commercial de la société en dernière page.
- le cas échéant, tout document complémentaire (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- le cas échéant, l'acte d'engagement et ses annexes, daté et signé
- le cas échéant, la/les déclaration(s) de sous-traitance complétée, datée(s) et signée(s).
- le cas échéant certaines pièces complémentaires transmises en cours de consultation.
- si non remis à l'offre : le/les RIB originaux avec libellé(s) en correspondance avec celui/ceux figurant à l'acte d'engagement

La production des pièces mentionnées ci avant ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la date d'accusé réception de la demande écrite transmise par les services du maître d'ouvrage. En cas d'incapacité à produire ces pièces son offre sera rejetée ; le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

ARTICLE 9.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Renseignements techniques et administratifs

■ CONTACTS SERVICES DU MAITRE D'OUVRAGE : **Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille**

Renseignements administratifs et référent technique

Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille

D.R.A.P.I.E.

Place Lucien Paye

13621 Aix en Provence Cedex 1

Chargé d'opération : Sébastien GAUDIN

TEL 04 42 91 75 42

MEL sebastien.gaudin@region-academique-paca.fr

Référent administratif -Bureau des Marchés DRAPIE

Laurence MASSA

laurence.massa@region-academique-paca.fr

■ CONTACT MAITRE D'OEUVRE

● **Renseignements techniques MOE** : - maitre d'œuvre de l'opération

ATELIER(S) Alfonso FEMIA - architecte mandataire

55 rue des Petites Ecuries

75010 PARIS

Contact : M Mehdi REDDAA

Tél : 01 42 46 28 94

e-mail : m.reddaa@atelierfemia.com

paris@atelierfemia.com

9.2 Recours

Le présent marché est régi par le droit français. Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché seront soumis au tribunal administratif de Marseille.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille - 31 rue Jean François LECA - 13002 MARSEILLE

Tél. : 04 91 13 48 30 - Fax : 04 91 81 13 87

E-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Site internet <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de Marché publics (CCIRAL)

Préfecture de Région PACA - Secrétariat Général pour les Affaires Générales –

Place Felix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille cedex 6

Tél. : 04 84 35 45 54

Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Éducation nationale_110 rue de Grenelle_75357 Paris SP 07_Accueil téléphonique Tél. : 01.55.55.10.10

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille

9.3 Information des candidats

L'attention du candidat est attirée sur le fait de l'obligation de fournir, dans l'acte d'engagement, une ou plusieurs adresses mail **valides** (secrétariat, personne responsable du suivi de l'offre ...). Dans l'éventualité où l'entreprise omettrait cette formalité, il ne pourra pas être reproché au pouvoir adjudicateur un manquement à ses obligations d'information.
